



Déclaration liminaire CDEN Drôme 4 FEVRIER 2021

Mme et messieurs les membres du CDEN,

Crise sanitaire

La situation sanitaire est en passe de se dégrader fortement.

Or, après la pénurie de masques, la lente mise en place des tests, la France prend beaucoup de retard dans la vaccination de sa population, alors que c'est la seule issue à la crise sanitaire. L'anticipation de ce gouvernement, pourtant l'une des fonctions essentielles d'un État, fait une fois de plus cruellement défaut. Le printemps 2020 n'aura pas servi de leçon et le gouvernement s'expose une nouvelle fois à n'avoir d'autre solution que de reconfiner totalement et donc de fermer les écoles, creusant ainsi encore plus les inégalités.

Les mesures mises en œuvre dans le cadre du protocole restent insuffisantes pour assurer la sécurité de tous-tes.

L'obligation faite aux élèves de porter désormais obligatoirement des masques chirurgicaux ou en tissu de catégorie 1, si elle va dans le bon sens, ne peut être supportée financièrement par les seules familles. Les services académiques doivent en assurer la distribution gratuitement.

La distanciation physique comme le non-brassage sont toujours de l'ordre du possible et non de l'obligation tandis que les mesures de traitement des personnels et élèves positifs ou cas-contacts sont dérogatoires aux règles communes.

Niant la réalité, le ministre de l'Éducation nationale persiste dans son affirmation mensongère selon laquelle, l'école ne serait pas un lieu de contamination. Dans l'attente d'une immunité collective suite à la vaccination, le SNUipp-FSU exige des mesures protectrices fortes pour que l'école puisse se poursuivre sous pandémie ainsi qu'une campagne de tests massifs dans les écoles pour avoir une vision réelle de la situation épidémique.

Au regard des risques encourus et de l'importance de leurs missions, le SNUipp-FSU demande que l'ensemble des personnels des écoles aient accès à la vaccination le plus rapidement possible, en priorisant ceux exerçant en maternelle, les AESH et les personnels vulnérables.

Les nombreuses interventions de la FSU et d'autres organisations syndicales, ont permis la suspension de l'application du jour de carence pour cause de Covid dont le SNUipp-FSU exige la rétroactivité. Plus largement, le SNUipp avec la FSU continue de revendiquer son abrogation, et demande également que les personnels vivant avec une personne considérée comme vulnérable bénéficient de mesures de protection renforcée.

Contexte social et éducatif

Alors que le budget de l'État 2021 aurait pu concrétiser un effort vers le secteur public, grand oublié du plan de relance, le gouvernement maintient le cap de l'austérité budgétaire et en refusant de mettre à contribution les ménages les plus aisés, les grandes entreprises et en développant la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale.

Pour le SNUipp-FSU, ces choix politiques passent à côté des urgences mises en lumière par la pandémie et que va amplifier la crise économique dans les mois à venir.

Le 20 octobre 2020, à l'occasion d'un hommage rendu à notre collègue Samuel Paty, le premier Ministre s'exprimait en ces termes à l'A. N. : « l'Éducation nationale, c'est notre bien le plus précieux ; notre majorité l'a particulièrement choyée, et nous allons continuer de le faire ».

Las de ces belles paroles, les personnels de l'EN n'auront pas attendu longtemps pour les voir se traduire de manière totalement contradictoire dans le budget 2021 du MEN.

La dite « priorité » pour le premier degré ne permettra pas de remplir les objectifs assignés à l'école

et au lieu de traiter les conséquences scolaires et sociales de la pandémie, notre Ministre poursuit inlassablement sa politique éducative qui met à mal l'école publique. Formation initiale, spécialisée et continue, maternelle, éducation prioritaire et numérique éducatif sont aujourd'hui l'objet de ses attaques. Le SNUipp-FSU exige de tout autres choix.

Carte scolaire

Avec une dotation nulle (0), c'est le bon terme, pour la rentrée prochaine dans notre département, le constat est sans appel : comment faire mieux avec... rien ?!

Une fois les priorités nationales déclinées (dédoublément des GS en éducation prioritaire, poursuite de la limitation à 24 par classe hors éducation prioritaire de la GS au CE1, l'augmentation des décharges de direction et la poursuite du plan autisme), il faut immédiatement et inévitablement fermer des classes. Tant et si bien que, malgré une dotation nulle, la carte scolaire envisagée conduit à bien plus de fermetures de classes (33) que d'ouvertures (19, hors dédoublement REP). Les élèves, toujours plus nombreux en classe, comme leurs parents et leurs enseignant·es apprécieront... Et ce n'est pas les hypothétiques mesures de dernières minutes, transmises par la DSDEN par courriel le 2 février et dont on ne sait sur quels critères elles ont été décidées, qui vont changer la donne. Elles ne figurent d'ailleurs nullement dans les documents préparatoires de ce CDEN... pas plus que d'autres mesures encore dont on assure pourtant les écoles de leur mise en œuvre dès la rentrée 2021, comme la fusion des écoles maternelle et élémentaire Archimbaud par exemple... Le SNUipp-FSU26 demande des éclaircissements sur l'ensemble de ces hypothétiques mesures.

Une fois les ouvertures de classe nécessaires réalisées, il ne reste plus aucune marge de manœuvre pour d'autres mesures tout aussi importantes : l'augmentation des postes de remplacement qui font cruellement défaut, la reconstitution de RASED complets, les moyens nécessaires à l'inclusion scolaire, la formation continue réduite à peau de chagrin... sans parler de la direction d'école, notamment dans les écoles de moins de 4 classes, dont l'augmentation du temps de décharges, inversement proportionnelle à l'empilement des tâches, risque de ne pas être couvert par la création de 2 seuls postes de TR.

Par ailleurs, contrairement à ce que l'on peut entendre ici ou là dans la bouche de cadres de l'EN, ce n'est pas la très légère baisse démographique (1 élève de moins par école en moyenne...) qui améliore « naturellement » la situation : le P/E de notre département reste en queue de peloton au niveau national (le P/E de notre académie est le troisième plus bas de la France métropolitaine).

Un plan d'urgence pour l'École

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de constater les inégalités scolaires mises en lumière par la crise sanitaire, mais bien de les combattre durablement.

Pour le SNUipp-FSU, l'urgence impose un autre projet pour l'École et un investissement sur le long terme. Il doit reposer à la fois sur un abaissement des effectifs des classes pour des meilleures conditions d'apprentissage, sur un abondement des postes nécessaires au bon fonctionnement du service, dont les postes statutaires de remplaçant.es, d'AESH, d'Aide à la direction d'école et sur une revalorisation des métiers d'enseignant.es et d'AESH. Nous exigeons un engagement sur plus de moyens et sur un plan pluriannuel de rattrapage pour faire réussir l'école primaire, largement sous-investie par rapport aux autres pays de l'OCDE (avec 22,2 élèves par classe, la France se situe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE).

C'est pourquoi, avec d'autres organisations syndicales dont celles membres du CDEN, le SNUipp et la FSU ont appelé nationalement l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à se mobiliser le 26 janvier afin d'obtenir un plan d'urgence pour le service public d'éducation : de vraies mesures de revalorisation pour tous les personnels, la reconnaissance de leur professionnalité et des moyens à la hauteur des besoins, des enjeux de la situation sanitaire et de la réduction des inégalités.